

SYSTÈME ÉLECTORAL ET TRANSPARENCE DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Laisser la parole au citoyen et au suffrage universel

Les différents facteurs, qui interviennent dans le processus démocratique aux plans économique, politique et institutionnel, ne peuvent être d'un apport positif que s'ils sont immunisés contre un phénomène incompatible avec la démocratie telle la corruption. Quel que soit le domaine dans lequel elle sévit, la corruption procède du détournement des principes qui fondent la démocratie telles l'égalité, l'éthique, la transparence et la justice.

L'existence d'un système démocratique est essentielle à tout système d'intégrité. La corruption résulte le plus souvent d'une confusion des sphères publiques et privées et du dérèglement des mécanismes de régulation qui organisent les échanges économiques et la dévolution du pouvoir politique.

Cette rupture d'équilibre est caractéristique du dysfonctionnement des institutions dont l'origine est à chercher dans leurs relations parfois ambiguës avec l'espace économique et le champ politique.

Multiplication exagérée du nombre des partis politiques

Les partis politiques peuvent jouer un rôle fondamental dans l'organisation des citoyens, dans la consolidation des valeurs de démocratie et de citoyenneté et dans la désignation des gouvernants. Cependant, l'encadrement des populations par les partis politiques en Algérie soulève des problèmes, dont notamment la multiplication exagérée du nombre des partis politiques qui constituent, dans certains cas, un véritable marché politique, le manque de démocratie interne et l'ouverture du



Photos : D.R.



parti à tous les citoyens sans discrimination et le manque de transparence en matière de financement. En tant qu'institution de base de l'organisation politique de la société, le parti a droit à un financement public qui ne doit pas être utilisé par les pouvoirs publics comme un moyen de corruption. L'accès aux ressources publiques doit se faire en toute transparence. Pour éviter la création de rentes politiques, il est souhaitable que le financement soit centré sur le processus électoral et qu'il obéisse à des critères objectifs.

Il devrait faire l'objet d'un contrôle rigoureux a posteriori. Ce contrôle devrait être élargi aux dons «cadeaux» et au financement privé parce qu'ils constituent également une source potentielle

de corruption des partis politiques et des futurs gouvernants.

Mécanismes du scrutin et multitude de pratiques corrompues

Le système électoral, son organisation ainsi que les modalités de contrôle jouent un rôle fondamental dans la transparence du processus démocratique. Les mécanismes du scrutin sont exposés à une multitude de pratiques corrompues et les résultats peuvent être faussés de plusieurs façons : l'électeur peut être intimidé ou empêché de voter ; un agent d'un bureau de vote peut changer le vote d'un handicapé qu'il est censé aider ; les urnes peuvent être échangées par d'autres favorisant un candidat en particulier ; le décompte des voix peut être frauduleux. Le renforcement du contrôle et de la transparence est d'autant plus crucial qu'on assiste à un développement à grande échelle de l'achat des voix et à une corruption électorale systématique.

Combattre le nomadisme ou transhumance politique

La corruption des hommes politiques et des élus en particulier est à l'origine d'un phénomène appelé nomadisme ou transhumance

politique. Il arrive ainsi, que des parlementaires changent de parti en cours de législature.

Cette pratique, très développée en Algérie, qui trahit la confiance des électeurs et encourage la corruption, devrait être combattue.

Les principes démocratiques exigent d'assurer l'équilibre entre les candidats aux élections par le plafonnement des dépenses électorales à un niveau compatible avec les ressources du pays. L'instauration d'une telle règle est de nature à limiter le recours à des sources de financement occultes.

La sanction du non-respect du plafond des dépenses par l'invalidation du mandat de l'élu en cause peut favoriser l'effectivité du principe.

Dans les pays démocratiques, les élections sont le moment où l'Etat s'efface pour laisser la parole au citoyen et au suffrage universel.

Ce dernier en tant que base et fondement de la démocratie de ses institutions représente la légitimité et la source de pouvoir pour sanctionner les hommes politiques, modifier les politiques, les institutions, les lois, les procédures..., c'est-à-dire, potentiellement, remettre en cause le mode de gestion et de régulation de la société. L'Algérie demeura-t-elle encore longtemps prisonnière d'un pouvoir qui continue de tourner le dos à des élections libres ?

Djilali Hadjadj

L'incontournable commission électorale indépendante

La mise en place d'une commission électorale indépendante est incontournable, la commission étant fondée sur le principe de neutralité ; les modalités de sa constitution, de sa composition et de son fonctionnement doivent faire l'objet d'un débat et d'un consensus entre les acteurs politiques. L'administration, qui doit se tenir à égale distance des acteurs politiques en vertu des principes démocratiques, doit jouer le jeu en évitant de gêner le fonctionnement de la commission par des blocages administratifs, notamment au niveau des moyens matériels et financiers. Le contrôle et la supervision doivent porter sur l'ensemble du processus électoral : inscription sur les listes électorales ; confection du

fichier électoral ; retrait des cartes d'électeurs ; vote et dépouillement, afin d'assurer le strict respect de la loi électorale et en particulier l'égalité entre les candidats. Cette égalité doit être assurée à tous les niveaux du processus. Au niveau des médias gouvernementaux, une réglementation appropriée doit assurer l'accès équitable de tous les candidats aux élections. Dans le processus électoral, une société civile indépendante et autonome

peut assumer une fonction de veille et d'alerte, voire de médiation lorsque le contexte l'exige et que les protagonistes le souhaitent. L'observation des élections constitue un enjeu important. L'intervention d'observateurs nationaux issus de la société civile, à même d'intervenir à tous les stades du processus électoral, doit être encouragée. La présence d'observateurs internationaux selon le contexte peut être utile.

D. H.

Si l'on ne parvient pas à contrôler la corruption...

Si l'on ne parvient pas à contrôler la corruption, les institutions démocratiques et le fonctionnement de l'économie de marché voient leur survie menacée, les personnes sans scrupules se voient récompensées, tandis que les personnes honnêtes sont démorales. La légitimité de l'Etat en est affectée. C'est méconnaître le risque de corruption que comporte le processus de transition, que de croire que la libéralisation et la privatisation de l'économie, à elles seules, permettent de réduire la corruption. Ce risque est tel que les sociétés émergentes n'arrivent jamais à jouir des bénéfices inhérents à la démoc-

cratie et à l'ouverture des marchés dans un environnement corrompu.

Par ailleurs, les ressources seront affectées à des secteurs improductifs, comme la police, les forces armées ou d'autres organes et de répression sociale, dans la mesure où les élites tendent à se protéger : elles-mêmes, leur position et leur bien-être matériel. Cela peut à son tour ébranler les institutions démocratiques et provoquer la fin de la société civile, dans la mesure où la corruption prévaut dans l'action publique sur la libéralisation, en se transformant en la principale source de recettes.

LSC

DES MOTS POUR LE DIRE

«Selon que vous serez puissant ou misérable...»

«Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.»

Jean de La Fontaine dans *Les animaux malades de la peste*